L'ASSEMBLÉE AUTONOME

tenue mardi 20 octobre à 18 h 30,

à l'auberge de jeunesse de Bellejouane, à l'appel notamment de gilets jaunes, a réuni 22 personnes : étudiants, sans-emploi, soignants, retraités, salariés, mères isolées, gilets jaunes ou non, syndiqués ou non.

LES PERSONNES ASSEMBLÉES ONT EXPRIMÉ UNANIMEMENT LEUR SOLIDARITÉ AVEC LE MOUVEMENT LYCÉEN ET ÉTUDIANT.

L'ASSEMBLÉE A VOTÉ :

1 L'APPEL À MANIFESTER SAMEDI 24 OCTOBRE · 14 H

Voté à une très large majorité. Quatre lieux de rassemblement, avec les revendications votées, dont la population et les assemblées générales qui se tiendront d'ici samedi peuvent se saisir :

ROND-POINT DE POITIERS SUD comme le 17 octobre **ROND-POINT DE LA PORTE DE PARIS**	**Contre la vie chère et le prix des carburants :** le carburant à 1 euro le litre ; abolition de toutes les taxes sur la consommation, TVA comprise.
RECTORAT ET CROUS l'un à côté de l'autre	**Gratuité totale de l'école et des études :** aucun frais d'inscription ; logement, nourriture et soins pris en charge pour tous les lycéens et les étudiants.
TRIBUNAL	**Relaxe de tous les manifestants arrêtés :** lycéens, étudiants et tous les autres. **Mise en examen de tous les policiers, gendarmes et CRS violents.**

2 L'APPEL À TENIR UNE ASSEMBLÉE COMMUNE SAMEDI 24 OCTOBRE · 18 H

après les manifestations ou rassemblements, à tous les manifestants, à toutes les assemblées, à tous les blocus et lieux de blocage de la semaine, pour discuter ensemble de la suite.
Le lieu sera diffusé plus tard.

Pour préparer l'assemblée commune, nous appelons chaque lieu de blocus ou chaque lieu de blocage à tenir son assemblée, à faire connaître ses revendications établissement par établissement, comme nous le faisons ici.

L'Assemblée autonome du 20 octobre

L'ASSEMBLÉE AUTONOME

tenue mardi 20 octobre à 18 h 30,

à l'auberge de jeunesse de Bellejouane, à l'appel notamment de gilets jaunes, a réuni 22 personnes : étudiants, sans-emploi, soignants, retraités, salariés, mères isolées, gilets jaunes ou non, syndiqués ou non.

LES PERSONNES ASSEMBLÉES ONT EXPRIMÉ UNANIMEMENT LEUR SOLIDARITÉ AVEC LE MOUVEMENT LYCÉEN ET ÉTUDIANT.

L'ASSEMBLÉE A VOTÉ :

1 L'APPEL À MANIFESTER SAMEDI 24 OCTOBRE · 14 H

Voté à une très large majorité. Quatre lieux de rassemblement, avec les revendications votées, dont la population et les assemblées générales qui se tiendront d'ici samedi peuvent se saisir :

ROND-POINT DE POITIERS SUD comme le 17 octobre **ROND-POINT DE LA PORTE DE PARIS**	**Contre la vie chère et le prix des carburants :** le carburant à 1 euro le litre ; abolition de toutes les taxes sur la consommation, TVA comprise.
RECTORAT ET CROUS l'un à côté de l'autre	**Gratuité totale de l'école et des études :** aucun frais d'inscription ; logement, nourriture et soins pris en charge pour tous les lycéens et les étudiants.
TRIBUNAL	**Relaxe de tous les manifestants arrêtés :** lycéens, étudiants et tous les autres. **Mise en examen de tous les policiers, gendarmes et CRS violents.**

2 L'APPEL À TENIR UNE ASSEMBLÉE COMMUNE SAMEDI 24 OCTOBRE · 18 H

après les manifestations ou rassemblements, à tous les manifestants, à toutes les assemblées, à tous les blocus et lieux de blocage de la semaine, pour discuter ensemble de la suite.
Le lieu sera diffusé plus tard.

Pour préparer l'assemblée commune, nous appelons chaque lieu de blocus ou chaque lieu de blocage à tenir son assemblée, à faire connaître ses revendications établissement par établissement, comme nous le faisons ici.

L'Assemblée autonome du 20 octobre

Contre la misère, la répression, la guerre mondiale et ce gouvernement de guerre civile qui nous prépare au fascisme :

UNE SEULE ISSUE, LA COMMUNE



Des centaines de milliers dans la rue

Nous, Gilets Jaunes Poitiers, nous nous adressons à toute la population : salariés, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens, petits commerçants, paysans, marins-pêcheurs.

Samedi 17 octobre, nous étions des centaines de milliers dans la rue contre la misère et la vie chère : 550 000 selon le ministère de l'Intérieur lui-même. Le carburant, le caddie, les loyers, les impôts : un seul peuple travailleur, qui n'en peut plus, pendant que les grands groupes engrangent.

Couvre-feux, interdictions, armée : le gouvernement joue la guerre civile

Emmanuel Macron n'a pas répondu à une seule de nos revendications : pas de blocage des prix, pas d'abolition des taxes. Il a accusé ceux qui appellent à manifester d'« abîmer la République ». Dès le lundi, Sébastien Lecornu faisait décréter les premiers couvre-feux, et Laurent Nuñez ordonnait aux préfets d'« interdire toutes les manifestations revendicatives de nature à troubler l'ordre public » le samedi 24 octobre. Pour ce jour-là, le gouvernement annonce RAID, GIGN, BRI, hélicoptères, blindés et canons à eau, et mobilise les soldats de l'opération Sentinelle. Bruno Retailleau réclame l'état d'urgence « maintenant », Gabriel Attal l'armée pour garder les bâtiments publics. Gérald Darmanin exige la détention provisoire : plus de 2 500 gardes à vue, des dizaines d'incarcérations.

Les pillages, prétexte du pouvoir

Le pillage n'est pas notre méthode. Mais la casse sert l'appareil d'État, qui l'organise ou la laisse faire : le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez avoue lui-même une « perte de contrôle ». Elle lui sert à nous faire passer pour des casseurs, à justifier les couvre-feux et les matraques, et à mettre le pays au pas pour la guerre.

Nous ne voulons pas mourir dans la guerre des classes dirigeantes contre la Russie

Le général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées, l'a dit aux maires de France le 18 novembre 2025 : il faut « accepter de perdre nos enfants », pour un choc avec la Russie « dans trois, quatre ans ». Nos enfants, pour les intérêts d'une minorité de possédants. Nous n'avons rien contre le peuple russe. Nous ne voulons ni Macron ni Poutine. Nous voulons que le peuple travailleur préside lui-même sa destinée et se dirige lui-même.

Notre cri de guerre, comme les sans-culottes : « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux ! »

C'est le cri des sans-culottes de 1792. En 1915, en pleine guerre mondiale, le socialiste allemand Karl Liebknecht le disait à sa façon : « L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays ! » Le nôtre, c'est ce gouvernement, cette présidence, au service des classes dirigeantes, des milliardaires et des possédants.

Soldats, gendarmes, policiers du rang : refusez de réprimer le peuple travailleur, formez vos comités

Vous êtes des enfants du peuple travailleur ; vos familles paient les mêmes prix que nous. Le 18 mars 1871, à Montmartre, les soldats envoyés contre le peuple de Paris ont refusé de tirer : ce fut le premier jour de la Commune. Formez vos propres comités, et refusez d'être l'instrument de la répression contre le peuple travailleur.

À l'État des milliardaires, nous opposons la Commune

À l'État des milliardaires et à ses hommes de main, du président au gouvernement et jusqu'aux mairies, nous opposons la Commune révolutionnaire : des élus payés comme des ouvriers et révocables à tout moment ; le peuple armé à la place de l'armée permanente ; le peuple qui décide de tout, lui-même.

Partout : blocus, assemblées, comités, coordination

Le plus important : s'organiser partout. Une seule réponse : le maintien et l'extension des blocus, et, dans les quartiers, les villes, les villages, les entreprises, les lycées, les facs, des assemblées générales qui décident, des comités mandatés par elles, responsables et révocables, indépendants de tout parti et de toute direction syndicale. Puis une coordination de tous les lieux de mobilisation, de blocus et de manifestation, locale, régionale, nationale. Unité d'action sur les revendications communes, liberté entière pour chacun de défendre les siennes. Samedi 24 octobre, les gilets jaunes appellent à manifester partout ; à Poitiers, à 14 h (voir au dos). Le 5 novembre, l'intersyndicale appelle à la grève : c'est aux assemblées de grévistes de décider de la suite, pas aux communiqués.

Marchons tous ensemble vers la Commune

Disons-le ouvertement : ce qui est posé, c'est la question du pouvoir. Qui décide : eux ou nous ? Les assemblées et les comités ne servent pas seulement à tenir face à la répression. Ils sont le pouvoir du peuple travailleur qui commence. En 1871, pendant deux mois, le peuple de Paris s'est gouverné lui-même. Il nous faut une nouvelle Commune. Marchons tous ensemble vers la Commune.

Gilets Jaunes Poitiers

IPNS — Ne pas jeter sur la voie publique

Contre la misère, la répression, la guerre mondiale et ce gouvernement de guerre civile qui nous prépare au fascisme :

UNE SEULE ISSUE, LA COMMUNE



Des centaines de milliers dans la rue

Nous, Gilets Jaunes Poitiers, nous nous adressons à toute la population : salariés, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens, petits commerçants, paysans, marins-pêcheurs.

Samedi 17 octobre, nous étions des centaines de milliers dans la rue contre la misère et la vie chère : 550 000 selon le ministère de l'Intérieur lui-même. Le carburant, le caddie, les loyers, les impôts : un seul peuple travailleur, qui n'en peut plus, pendant que les grands groupes engrangent.

Couvre-feux, interdictions, armée : le gouvernement joue la guerre civile

Emmanuel Macron n'a pas répondu à une seule de nos revendications : pas de blocage des prix, pas d'abolition des taxes. Il a accusé ceux qui appellent à manifester d'« abîmer la République ». Dès le lundi, Sébastien Lecornu faisait décréter les premiers couvre-feux, et Laurent Nuñez ordonnait aux préfets d'« interdire toutes les manifestations revendicatives de nature à troubler l'ordre public » le samedi 24 octobre. Pour ce jour-là, le gouvernement annonce RAID, GIGN, BRI, hélicoptères, blindés et canons à eau, et mobilise les soldats de l'opération Sentinelle. Bruno Retailleau réclame l'état d'urgence « maintenant », Gabriel Attal l'armée pour garder les bâtiments publics. Gérald Darmanin exige la détention provisoire : plus de 2 500 gardes à vue, des dizaines d'incarcérations.

Les pillages, prétexte du pouvoir

Le pillage n'est pas notre méthode. Mais la casse sert l'appareil d'État, qui l'organise ou la laisse faire : le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez avoue lui-même une « perte de contrôle ». Elle lui sert à nous faire passer pour des casseurs, à justifier les couvre-feux et les matraques, et à mettre le pays au pas pour la guerre.

Nous ne voulons pas mourir dans la guerre des classes dirigeantes contre la Russie

Le général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées, l'a dit aux maires de France le 18 novembre 2025 : il faut « accepter de perdre nos enfants », pour un choc avec la Russie « dans trois, quatre ans ». Nos enfants, pour les intérêts d'une minorité de possédants. Nous n'avons rien contre le peuple russe. Nous ne voulons ni Macron ni Poutine. Nous voulons que le peuple travailleur préside lui-même sa destinée et se dirige lui-même.

Notre cri de guerre, comme les sans-culottes : « Paix aux chaumières, guerre aux châteaux ! »

C'est le cri des sans-culottes de 1792. En 1915, en pleine guerre mondiale, le socialiste allemand Karl Liebknecht le disait à sa façon : « L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays ! » Le nôtre, c'est ce gouvernement, cette présidence, au service des classes dirigeantes, des milliardaires et des possédants.

Soldats, gendarmes, policiers du rang : refusez de réprimer le peuple travailleur, formez vos comités

Vous êtes des enfants du peuple travailleur ; vos familles paient les mêmes prix que nous. Le 18 mars 1871, à Montmartre, les soldats envoyés contre le peuple de Paris ont refusé de tirer : ce fut le premier jour de la Commune. Formez vos propres comités, et refusez d'être l'instrument de la répression contre le peuple travailleur.

À l'État des milliardaires, nous opposons la Commune

À l'État des milliardaires et à ses hommes de main, du président au gouvernement et jusqu'aux mairies, nous opposons la Commune révolutionnaire : des élus payés comme des ouvriers et révocables à tout moment ; le peuple armé à la place de l'armée permanente ; le peuple qui décide de tout, lui-même.

Partout : blocus, assemblées, comités, coordination

Le plus important : s'organiser partout. Une seule réponse : le maintien et l'extension des blocus, et, dans les quartiers, les villes, les villages, les entreprises, les lycées, les facs, des assemblées générales qui décident, des comités mandatés par elles, responsables et révocables, indépendants de tout parti et de toute direction syndicale. Puis une coordination de tous les lieux de mobilisation, de blocus et de manifestation, locale, régionale, nationale. Unité d'action sur les revendications communes, liberté entière pour chacun de défendre les siennes. Samedi 24 octobre, les gilets jaunes appellent à manifester partout ; à Poitiers, à 14 h (voir au dos). Le 5 novembre, l'intersyndicale appelle à la grève : c'est aux assemblées de grévistes de décider de la suite, pas aux communiqués.

Marchons tous ensemble vers la Commune

Disons-le ouvertement : ce qui est posé, c'est la question du pouvoir. Qui décide : eux ou nous ? Les assemblées et les comités ne servent pas seulement à tenir face à la répression. Ils sont le pouvoir du peuple travailleur qui commence. En 1871, pendant deux mois, le peuple de Paris s'est gouverné lui-même. Il nous faut une nouvelle Commune. Marchons tous ensemble vers la Commune.

Gilets Jaunes Poitiers

IPNS — Ne pas jeter sur la voie publique